



RCS : LYON

Code greffe : 6901

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de LYON atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2003 B 00124

Numéro SIREN : 444 753 719

Nom ou dénomination : SWITCH ARCHITECTES

Ce dépôt a été enregistré le 20/03/2013 sous le numéro de dépôt A2013/007427



4293393

Dénomination : SWITCH ARCHITECTES
Adresse : 24 rue Godefroy 69006 Lyon -FRANCE-
n° de gestion : 2003B00124
n° d'identification : 444 753 719
n° de dépôt : A2013/007427
Date du dépôt : 20/03/2013

Pièce : Statuts mis à jour



4293393

Société à responsabilité limitée

SWITCH ARCHITECTES

au capital de 7 500 Euros

Siège social - 24 rue Godefroy 69006 Lyon

certifié
Pierre BOTTIN gérant

STATUTS

Mise à jour du 28 février 2007

Société à responsabilité limitée
au capital de 7 500 Euros
Siège social:
24 rue Godefroy
69006 LYON

LES SOUSSIGNES:

Monsieur BUTTION Pierre Joanny

né le 30 août 1970 à Lyon 4^{ème}
demeurant 1 Place du Change 69005 LYON
Célibataire
Nationalité française.

Madame FLOTTMANN Petra

née le 30 janvier 1970 à Dortmund (Allemagne)
demeurant 2 Rue Saint Jean (69005) LYON
Célibataire
Nationalité allemande.

ONT ÉTABLI AINSI QU'IL SUIT, LES STATUTS DE LA SOCIÉTÉ A
RESPONSABILITÉ LIMITÉE DEVANT EXISTER ENTRE EUX.

ARTICLE 1 - FORME

Il est formé entre les propriétaires des parts sociales ci-après créées et celles qui pourront l'être ultérieurement, une société à responsabilité limitée, régie par les lois en vigueur et par les présents statuts.

ARTICLE 2 - OBJET

la société a pour objet : l'exercice de la profession d'Architecte, urbaniste, telle qu'elle est régie par la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée par la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985, sur l'architecture et les décrets d'application.

ARTICLE 3 - DÉNOMINATION

La dénomination sociale est: **SWITCH ARCHITECTES**

Dans tous les actes et documents émanant de la société, la dénomination sociale doit être toujours précédée ou suivie immédiatement des mots "Société à responsabilité limitée d'architecture" ou des initiales "S.A.R.L. d'architecture", de l'énonciation du montant du capital social, du numéro d'immatriculation au Registre du Commerce et des sociétés et du numéro d'inscription au tableau régional de l'ordre des architectes.

ARTICLE 4 - SIÈGE SOCIAL

Le siège social est fixé à LYON (69006) 24 rue Godefroy

Il peut être transféré en tout autre endroit du même département limitrophe par une simple décision de la gérance sous réserve de ratification de cette décision par la prochaine assemblée générale ordinaire, et partout ailleurs en France en vertu d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des associés.

ARTICLE 5 - DURÉE

La durée de la société est fixée à QUATRE VINGT DIX NEUF (99) ANS à compter de la date de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf le cas de dissolution anticipée ou prorogation décidé par une assemblée générale extraordinaire des associés.

ARTICLE 6 – APPORTS

Il a été apporté au capital de la société lors de la constitution, une somme de sept mille cinq cents euros (7 500 euros) apportée par les associés dont détail ci-après

- BUTTON Pierre Joanny	3 750 Euros
- FLOTTMANN Petra	3 750 Euros
Total égal au montant du capital social	7 500 Euros

Les associés déclarent et reconnaissent que la somme a été versée intégralement au crédit d'un compte ouvert sur la banque : BANQUE NATIONALE DE PARIS
Le retrait de cette somme sera accompli par la gérance sur présentation du certificat du Greffier.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de **7 500,00 Euros** et divisé en 500 parts de **15,00 Euros** chacune, entièrement souscrites et libérées et attribuées aux associés en proportion de leurs apports, à savoir

- Monsieur BUTTION Pierre Joanny à concurrence de QUATRE CENT VINGT CINQ PARTS portant les numéros 1 à 425	425 parts
- Monsieur BUTTION Bernard Louis Marcel à concurrence de SOIXANTE QUINZE PARTS portant les numéros 426 à 500	75 parts
TOTAL DES PARTS COMPOSANT LE CAPITAL SOCIAL	500 parts

Plus de la moitié du capital social et des droits de vote doivent être détenus par un ou plusieurs architectes personnes physiques ou éventuellement par des sociétés d'architecture. Un des associés au moins doit être un architecte personne physique détenant 5% minimum du capital social et des droits de vote qui y sont affectés.

Les personnes morales associées qui ne sont pas des sociétés d'architectures ne peuvent pas détenir plus de 25% du capital social et des droits de vote des sociétés d'architecture.

ARTICLE 8 - MODIFICATION DU CAPITAL

Le capital social peut être augmenté de toutes les manières autorisées par la loi, en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés.

En cas d'augmentation de capital réalisée par voie d'élévation du montant nominal des parts existantes, à libérer en numéraire, la décision doit être prise par l'unanimité des associés.

Toute personne entrant dans la société à l'occasion d'une augmentation de capital et qui serait soumise à agrément comme cessionnaire de parts sociales en vertu de l'article 10, doit être agréée dans les conditions fixées audit article.

Si l'augmentation de capital est réalisée, soit en totalité, soit en partie, par des apports en nature, la décision des associés constate la réalisation de l'augmentation du capital et la modification corrélative des statuts doit contenir l'évaluation de chaque apports en nature, au vu d'un rapport annexé à ladite décision et établi sous sa responsabilité par un commissaire aux apports désigné en justice sur requête de la gérance.

Le capital peut également être réduit en vertu d'une décision collective des associés statuant dans les conditions exigées pour la modification des statuts, pour quelque cause et de quelque manière que ce soit, mais en aucun cas cette réduction ne peut porter atteinte à l'égalité des associés.

La réduction du capital social à un montant inférieur au minimum prévu par la loi doit être suivie, dans le délai d'un an, d'une augmentation ayant pour effet de la porter à ce minimum, à moins que dans le même délai, la société n'est été transformée en société d'une autre forme. A défaut, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société, deux mois après avoir mis la gérance en demeure, par acte, extrajudiciaire, de régulariser la situation.

La dissolution ne peut être prononcée si, au jour où le tribunal statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

ARTICLE 9 - PARTS SOCIALES

Les parts sociales ne peuvent jamais être représentées par des titres négociables, nominatifs ou au porteur.

1°) Droits et obligations attachés aux parts sociales

Chaque part sociale confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la société et dans tout l'actif social.

Les apports en industrie donnent lieu à attribution de parts ouvrant droit au partage des bénéfices et de l'actif net, à charge de contribuer aux pertes.

Toute part sociale donne droit à une voix dans tous les votes et délibérations

Sous réserve de leur responsabilité solidaire vis à vis des tiers, pendant cinq ans, en ce qui concerne la valeur attribuée aux apports en nature, les associés ne supportent les pertes que jusqu'à concurrence de leurs apports. Tout appel de fonds est interdit.

La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts de la société et aux adhésions collectives des associés.

Les héritiers et créanciers d'un associé ne peuvent sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration. Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions collectives des associés.

Toute augmentation de capital par attribution de parts gratuites peut toujours être réalisée nonobstant l'existence de rompus, les associés disposant d'un nombre suffisant de droits d'attribution pour obtenir la délivrance d'une part nouvelle devant faire leur affaire personnelle de toute acquisition ou cession de droits nécessaires. Il en sera de même en cas de réduction du nombre de parts.

Une décision collective extraordinaire peut encore imposer le regroupement des parts sociales en parts d'un nominal plus élevé ou leur division en parts d'un nominal plus faible, sous réserve du respect de la valeur nominale minimum fixée par la loi. Les associés sont tenus dans ce cas de céder ou d'acheter les parts nécessaires à l'attribution d'un nombre entier de parts au niveau nominal.

2°) Exercice des droits attachés aux parts sociales

Chaque part est indivisible à l'égard de la société.

Les propriétaires indivis sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un mandataire commun pris entre eux ou en dehors d'eux, à défaut d'entente, il sera pourvu, par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant en référé, à la désignation de ce mandataire, à la demande de l'indivisaire le plus diligent.

En cas de démembrement de la propriété, le droit de vote appartient au nu-proprétaire sauf pour les décisions concernant l'affectation des bénéfices où il est réservé à l'usufruitier.

Associé unique

Lorsque la société ne comporte qu'une seule personne, celle-ci est dénommée "associé unique".

C'est ainsi que si la société comprend plus d'un associé, aucun associé ne peut détenir plus de la moitié du capital social et plus de la moitié du capital doit être détenue par des architectes.

ARTICLE 10 - CESSIION ET TRANSMISSION DES PARTS

Toute cession de part doit être constatée par un acte notarié ou sous seings privés. Pour être opposable à la société, elle doit lui être signifiée par exploit d'huissier ou être acceptée par elle dans un acte notarié ou dans les conditions autres prévues par la loi. Pour être opposable aux tiers, elle doit en outre avoir été déposée au greffe, en annexe au Registre du Commerce et des sociétés.

L'associé cédant ou son représentant légal doit obligatoirement et prioritairement proposer aux autres associés le rachat de ses parts. Cette proposition est réalisée par l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception à chacun des associés, contenant les conditions de la cession.

Les parts sociales ne peuvent être cédées à titre onéreux ou gratuit à des personnes étrangères à la société qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les deux tiers des parts sociales, cette majorité étant déterminée compte tenu de la personne et des parts de l'associé cédant.

Ce consentement est nécessaire même pour les cessions consenties entre conjoints ou entre ascendants ou descendants.

Le projet de cession doit être notifié à la société et à chacun des associés par lettre recommandée avec accusé de réception ou par acte extrajudiciaire.

Si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois à compter des notifications, le consentement est réputé acquis.

Si la société refuse de consentir à la cession, les associés sont tenus, dans les trois mois de la notification du refus, faite par lettre recommandée avec accusé de réception, d'acquérir ou de faire acquérir les parts moyennant un prix fixé d'accord entre les parties, à défaut d'accord, dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code Civil.

La société peut également, avec le consentement de l'associé cédant décider dans le même délai, de réduire son capital du montant de la valeur nominale desdites parts et de racheter ces parts au prix déterminé dans les conditions prévues ci-dessus.

Si à l'expiration du délai imparti, la société n'a pas racheté ou fait racheté les parts, l'associé peut réaliser la cession initialement prévue.

Toutefois, l'associé cédant qui détient ses parts depuis moins de deux ans, ne peut se prévaloir de l'alinéa précédent, sauf dans les cas prévus par la loi.

Les dispositions qui précèdent sont applicables à tous les cas de cessions, alors même qu'elles auraient lieu par adjudication publique, en vertu d'une décision de justice ou autrement, ou par voie de fusion, ou d'apport, ou encore à titre d'attribution en nature à la liquidation d'une société.

Si la société a donné son consentement à un projet de nantissement de parts sociales, soit par notification de sa décision à l'intéressé, soit par défaut de réponse dans le délai de trois mois à compter de la demande, ce consentement emportera agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts sociales selon les dispositions de l'article 2078, alinéa 1^{er} du Code Civil, à moins que la société ne préfère, après cession, racheter sans délai les parts en vue de réduire le capital.

En cas de décès d'un associé ou de dissolution de communauté entre époux, la société continue entre les associés survivants et les ayants droits ou héritiers de l'associé décédé et éventuellement son conjoint survivant, ou avec l'époux attributaire de parts communes qui ne possédait pas la qualité d'associé, sous réserve de l'agrément des intéressés par la majorité des associés représentant les deux tiers des parts sociales.

Pour permettre la consultation des associés sur cet agrément, les héritiers, ayants droit et conjoints doivent justifier de leur qualité dans les trois mois du décès par la production de l'expédition d'un acte de notoriété ou de l'extrait d'un intitulé d'inventaire. Dans les huit jours de la réception de ces documents, la gérance adresse à chacun des associés survivants une lettre recommandée avec avis de réception faisant part du décès, mentionnant les qualités des héritiers ayants droit ou conjoint de l'associé décédé et du nombre de ses parts afin que les associés se prononcent sur leur agrément.

En cas de dissolution de communauté, le partage est notifié par l'époux le plus diligent par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à la société et à chacun des associés.

A compter de l'envoi de la lettre recommandée par la société en cas de décès, ou de la réception par celle-ci de la notification en cas de dissolution de la communauté, l'agrément est donné ou refusé dans les conditions prévues ci-dessus pour les cessions entre vifs.

ARTICLE 11 - DÉCÈS, INTERDICTION, FAILLITE D'UN ASSOCIÉ

Le décès, l'incapacité, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un quelconque des associés, personne physique ainsi que le règlement judiciaire ou la liquidation des biens d'un associé personne morale, n'entraînent pas la dissolution de la société, mais si l'un de ces événements se produit en la personne d'un gérant, il entraînera cessation de ses fonctions de gérant.

ARTICLE 12 - GÉRANCE

- La gérance est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, associés ou non, avec ou sans limitation de la durée de leur mandat, choisis par les associés.

Le ou les gérants sont toujours rééligibles.

Le gérant ou la moitié des gérants au moins doit exercer la profession d'architecte.

Les gérants sont nommés par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Chacun d'eux a la signature dont il ne peut faire usage que pour les affaires de la société.

- Dans les rapports avec les tiers, les gérants sont investis des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société, sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux associés.

La société est engagée même par les actes des gérants qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

L'opposition formée par un gérant aux actes d'un autre gérant est sans effet à l'égard des tiers à moins qu'il ne soit établi qu'ils en ont eu connaissance. Les gérants peuvent, sous leur responsabilité, constituer des mandataires, associés ou non, pour un ou plusieurs objets déterminés.

Ils peuvent déléguer les pouvoirs qu'ils jugent convenables à un ou plusieurs directeurs, associés ou non, pour assurer la direction technique et commerciale des affaires de la société et passer avec ce ou ces directeurs, des traités déterminant l'étendue de leurs attributions et pouvoirs, la durée de leurs fonctions et l'importance de leurs avantages fixes ou proportionnels.

Les gérants doivent consacrer leur temps et les soins nécessaires à la marche des affaires sociales sans être astreints à y consacrer tout leur temps.

Ils peuvent conserver ou prendre des intérêts personnels dans toutes entreprises et y occuper toutes fonctions.

Tout gérant, associé ou non, nommé dans les statuts ou par acte postérieur, est révocable par décision ordinaire de la collectivité des associés prise à la majorité des parts sociales.

Tout gérant peut résilier ses fonctions, mais seulement à la clôture d'un exercice, en prévenant les associés six mois au moins à l'avance, par lettre recommandée, ceci sauf accord contraire de la collectivité des associés pris à la majorité ordinaire des parts sociales.

En cas de cessation de fonctions par l'un des gérants pour un motif quelconque, la gérance reste assurée par le ou les autres gérants. Si le gérant qui cesse ses fonctions était seul, la collectivité des associés aura à nommer un ou plusieurs autres gérants, à la diligence de l'un des associés et aux conditions de majorité prévues à l'article ci-dessous.

En rémunération de ses fonctions et en compensation de la responsabilité attachée à la gestion, chaque gérant a droit à un traitement fixe, proportionnel ou mixte, dont le montant et les modalités sont déterminées par décision collective ordinaire des associés.

ARTICLE 13 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIÉTÉ ET SES ASSOCIÉS OU GÉRANTS

Sous réserve des interdictions légales, les conventions entre la société et l'un des associés ou gérants sont soumises aux formalités de contrôle et de présentation à l'assemblée des associés prescrites par la loi. Ces formalités s'étendent aux conventions passées avec une société dont un associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général, membre du directoire ou du conseil de surveillance, est simultanément gérant ou associé de la société à responsabilité limitée.

Les associés peuvent, notamment, du consentement de la gérance et aux conditions fixées par celle-ci, laisser ou verser en compte courant leurs fonds disponibles dans les caisses de la société.

ARTICLE 14 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Les associés peuvent nommer un ou plusieurs commissaires aux comptes par décision collective ou ordinaire.

Cette nomination est obligatoire lorsque les conditions légales sont réunies. Ils exercent leur mandat et sont rémunérés conformément à la loi.

ARTICLE 15 - DÉCISIONS COLLECTIVES

- La volonté des associés s'exprime par des décisions collectives qui obligent les associés, même absents, dissidents, ou incapables.

Ces décisions résultent, au choix de la gérance, soit d'une assemblée générale, soit d'une consultation par correspondance. Toutefois, la réunion d'une assemblée est obligatoire pour statuer sur l'approbation des comptes de chaque exercice ou sur demande d'un ou plusieurs associés détenant la moitié des parts sociales ou détenant, s'ils représentent au moins le quart des associés, le quart des parts sociales.

Assemblée générale

Toute assemblée générale est convoquée par la gérance ou à défaut par le commissaire aux comptes, s'il en existe un, ou, encore, à défaut d'un mandataire désigné en justice, à la demande de tout associé.

Pendant la période de liquidation, les assemblées sont convoquées par le ou les liquidateurs.

Les assemblées générales sont réunies au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans la convocation. La convocation est faite par lettre recommandée adressée à chacun des associés à son dernier domicile connu, quinze jours au moins avant la réunion.

Cette lettre contient l'ordre du jour de l'assemblée arrêté par l'auteur de la convocation.

L'assemblée est présidée par l'un des gérants ou, si aucun d'eux n'est associé, par l'associé présent et acceptant qui possède ou représente le plus grand nombre de parts.

La délibération est constatée par un procès verbal contenant les mentions exigées par la loi, établi et signé par le ou les gérants, et le cas échéant, par le président de la séance.

A défaut de feuille de présence, la signature de tous les associés présents figure sur le procès-verbal. Seules sont mises en délibération les questions figurant à l'ordre du jour.

Consultation écrite

En cas de consultation écrite, la gérance adresse à chaque associé, à son dernier domicile connu, par lettre recommandée, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés.

Les associés disposent d'un délai de quinze jours à compter de la réception du projet de résolution, pour émettre leur vote par écrit, le vote étant, pour chaque résolution, formulé par les mots "oui" ou "non".

La réponse est adressée par lettre recommandée. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu.

Tout associé a droit de participer aux décisions, quelle que soit leur nature et quel que soit le nombre de ses parts, avec un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède, sans limitation.

Un associé peut se faire représenter par son conjoint à moins que la société ne comprenne que les deux époux. Sauf si les associés sont au nombre de deux, un associé peut se faire représenter par un autre associé. Dans tous les cas, un associé peut se faire représenter par un tiers muni d'un pouvoir.

Les procès-verbaux sont établis sur un registre coté et paraphé ou sur des feuilles mobiles également cotées et paraphées, conformément à la loi. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont valablement certifiés conformes par un gérant.

ARTICLE 16 - DÉCISIONS COLLECTIVES ORDINAIRES

Sont qualifiées d'ordinaires, les décisions des associés ne concernant ni l'agrément de nouveaux associés, ni des modifications statutaires, sous réserves des exceptions prévues par la loi, à savoir révocation du gérant statutaire et transformation en société anonyme lorsque les capitaux propres excèdent le montant prévu par la loi.

Chaque année, dans les six mois de la clôture de l'exercice, les associés sont réunis par la gérance pour statuer sur les comptes dudit exercice et l'affectation des résultats.

Les décisions collectives ordinaires doivent, pour être valables, être acceptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue, les décisions sont, sur deuxième consultation, prise à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre de votants.

Toutefois, la majorité est irréductible s'il s'agit de voter sur la nomination ou la révocation d'un gérant.

ARTICLE 17 - DÉCISIONS COLLECTIVES EXTRAORDINAIRES

Sont qualifiées d'extraordinaires, les décisions des associés portant agrément de nouveaux associés ou modifications des statuts, sous réserve des exceptions prévues par la loi.

Les associés peuvent, par décisions collectives extraordinaires, apporter toutes modifications permises par la loi aux statuts.

Les décisions extraordinaires ne peuvent être valablement prises que si elles sont adoptées

- à l'unanimité, s'il s'agit de changer la nationalité de la société, d'augmenter les engagements d'un associé ou de transformer la société en société en nom collectif, en commandite simple, en commandite par actions ou en société civile,
- à la majorité en nombre des associés représentant au moins les deux tiers des parts sociales, s'il s'agit d'admettre de nouveaux associés,
- à la majorité des deux tiers des associés représentant au moins le quart des parts sociales sur première convocation et sur deuxième convocation le cinquième de celles-ci, pour toutes les autres décisions extraordinaires.

ARTICLE 18 - DROIT DE COMMUNICATION DES ASSOCIÉS

Lors de toute consultation des associés, soit par écrit, soit en assemblée générale, chacun des d'eux a le droit d'obtenir communication des documents et informations pour lui permettre de se prononcer en connaissance de cause et de porter un jugement sur la gestion de la société.

La nature de ces documents et les conditions de leur envoi ou mise à disposition sont déterminées par la loi. En outre, à toute époque, tout associé a le droit d'obtenir au siège social, la délivrance d'une copie certifiée conforme des statuts en vigueur au jour de la demande, dans les conditions prévues par la loi.

ARTICLE 19 - COMPTES-COURANTS

Avec le consentement de la gérance, chaque associé peut verser ou laisser en compte courant dans la caisse de la société, les sommes nécessaires à celle-ci.

Ces sommes produisent ou non intérêts et peuvent être utilisées dans les conditions que détermine la gérance.

Les intérêts sont portés aux frais généraux et peuvent être révisés chaque année.

Les comptes courants ne doivent jamais être débiteurs et la société a la faculté d'en rembourser, tout ou partie, après avis donné par écrit un mois à l'avance, à condition que les remboursements se fassent d'abord sur le compte courant le plus élevé, ou en cas d'égalité s'opèrent dans les mêmes proportions sur chaque compte.

L'ouverture d'un compte courant constitue une convention soumise aux dispositions de l'article 13 des présents statuts.

Aucun associé ne peut effectuer des retraits sur les sommes ainsi déposées sans en avoir averti la gérance au moins trois mois à l'avance.

ARTICLE 20 - ANNÉE SOCIALE - INVENTAIRE

L'année sociale commence le 1er avril pour se terminer le 31 mars de chaque année.

Le premier exercice social comprendra la période courue entre le jour de l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés jusqu'au 31 Mars 2004.

Il est dressé à la clôture de chaque exercice par les soins de la gérance, un inventaire de l'actif et du passif de la société, un bilan décrivant les éléments actifs et passifs, le compte de résultat récapitulant les produits et les charges et l'annexe complémentaire et commentant l'information donnée dans les bilans et compte de résultats.

La gérance procède, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice, aux amortissements et provisions nécessaires.

Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis par la société est mentionné à la suite du bilan. La gérance établit un rapport de gestion relatif à l'exercice écoulé.

Le rapport de gestion de la gérance, le bilan, le compte de résultat, l'annexe, le texte des résolutions proposées et éventuellement, le rapport du commissaire aux comptes, doivent être adressés aux associés quinze jours au moins avant la date de l'assemblée appelée à statuer sur les comptes.

A compter de cette communication tout associé a la faculté de poser par écrit des questions auxquelles le gérant sera tenu de répondre au cours de l'assemblée.

Pendant le délai de quinze jours qui précède l'assemblée, l'inventaire est tenu, au siège social, à la disposition des associés qui ne peuvent en prendre copie.

Enfin, tout associé à le droit, à toute époque, de prendre connaissance par lui-même et au siège social des comptes annuels, des inventaires, des rapports soumis aux assemblées et des procès-verbaux des assemblées.

ARTICLE 21 - AFFECTATION ET RÉPARTITION DES BÉNÉFICES

Le compte résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice de l'exercice.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé 5% au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social, il reprend son cours lorsque, pour une raison quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire. Ce bénéfice est réparti entre tous les associés proportionnellement au nombre de parts appartenant à chacun d'eux. L'assemblée générale peut décider la mise en distribution, en indiquant expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués. toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur les bénéfices de l'exercice.

Hors les cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux associé lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable. Il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Toutefois, après prélèvement des sommes portées en réserve, en application de la loi, les associés peuvent, sur proposition de la gérance reporter à nouveau tout ou partie de la part leur revenant dans les bénéfices ou affecter tout ou partie de cette part à toutes réserves générales ou spéciales dont ils décident la création et déterminent l'emploi, s'il y a lieu.

Les pertes, s'il en existe, sont imputées sur les bénéfices reportés des exercices antérieurs ou reportés à nouveau.

ARTICLE 22 - PAIEMENT DES DIVIDENDES

Le paiement des dividendes doit avoir lieu dans le délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation par décision de justice.

ARTICLE 23 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, la gérance doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, consulter les associés afin de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, dans le délai fixé par la loi, réduit sous réserve des dispositions de l'article 8-2 ci-dessus d'un montant égal au montant des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

Dans les deux cas, la décision de l'assemblée générale est publiée dans les conditions réglementaires.

En cas d'inobservation des prescriptions du premier ou du second alinéa qui précède, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société. Il en est de même si les associés n'ont pu délibérer valablement.

Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution, si au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

ARTICLE 24 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

A l'expiration de la société ou en cas de dissolution pour quelque cause que ce soit, la société entre en liquidation.

Toutefois, cette dissolution ne produit ses effets à l'égard des tiers qu'à compter du jour où elle a été publiée au Registre du Commerce et des Sociétés.

La personnalité de la société subsiste pour les besoins de la liquidation et jusqu'à la clôture de celle-ci. La mention "société en liquidation" ainsi que le nom du ou des liquidateurs doivent figurer sur tous les actes et documents émanant de la société.

La liquidation est faite par un ou plusieurs liquidateurs nommés à la majorité en capital, des associés, pris parmi les associés ou en dehors d'eux.

La liquidation est effectuée conformément à la loi.

Le produit net de la liquidation est employé d'abord à rembourser le montant des parts sociales qui n'aurait pas encore été remboursé. Le surplus est réparti entre les associés, au prorata du nombre de parts appartenant à chacun d'eux.

ARTICLE 25 - TRANSFORMATION DE LA SOCIÉTÉ

La transformation de la société en société civile, en société en nom collectif, en commandite simple ou en commandite par actions, exige l'accord unanime des associés.

La transformation en société anonyme ne peut être décidée à la majorité requise pour la modification des statuts que si la société a établi et fait approuver par les associés le bilan de ses deux premiers exercices. Toutefois, et sous ces mêmes réserves, la transformation en société anonyme peut être décidée par des associés représentant la majorité des parts sociales, si les capitaux propres figurant au dernier bilan excèdent cinq millions de francs.

Toute décision de transformation doit être précédée du rapport d'un commissaire aux comptes, inscrit sur la situation de la société, même si la société n'a pas habituellement de commissaire aux comptes.

En cas de transformation de la société en société anonyme, un ou plusieurs commissaires chargés d'apprécier, sous leur responsabilité, la valeur des biens composant l'actif social et les avantages particuliers

sont désignés par le président du Tribunal de Commerce statuant sur requête. Ces commissaires sont soumis aux incompatibilités prévues par la loi.

Leur rapport attestant que le montant des capitaux propres est au moins égal au capital social est tenu au siège social à la disposition des associés huit jours au moins avant la date de l'assemblée. En cas de consultation écrite, le texte du rapport doit être adressé à chacun des associés et joint au texte des résolutions proposées.

Les associés statuent sur l'évaluation des biens et l'octroi des avantages particuliers; ils ne peuvent les réduire qu'à l'unanimité. A peine de nullité de la transformation, l'approbation expresse des associés doit être mentionnée au procès-verbal.

La société doit se transformer en société d'une autre forme dans le délai de deux ans, si elle vient à comprendre plus de 50 associés. A défaut, elle est dissoute, à moins que pendant ledit délai, le nombre des associés ne soit devenu égal ou inférieur à cinquante (50).

ARTICLE 26 - CONTESTATIONS

Toutes contestations qui pourraient surgir, concernant l'interprétation ou l'exécution des statuts ou relativement aux affaires sociales, entre les associés ou entre les associés et la société, pendant la durée de la société ou de sa liquidation, sont soumises aux tribunaux compétents.

Toutefois, préalablement à la saisine de la juridiction compétente, il doit être procédé à une tentative de conciliation. A cet effet, la partie la plus diligente saisit du litige le Président du Conseil régional de l'Ordre qui peut, soit procéder lui-même à la tentative de conciliation, soit en confier le soin à tel membre du Conseil qu'il aura désigné.

ARTICLE 27 – FRAIS

Tous les frais, droits et honoraires entraînés par le présent acte et ses suites, incomberont conjointement et solidairement aux soussignés, au prorata de leurs apports, jusqu'à ce que la société soit immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés. A compter de cette immatriculation, ils seront entièrement pris en charge par la société, qui devra les amortir avant toute distribution de bénéfices.

ARTICLE 28 - EXERCICE DE LA PROFESSION D'ARCHITECTE

Exercice de la profession - Responsabilité - Assurance - Discipline - Communications au Conseil Régional de l'Ordre des Architectes

*** Exercice de la profession**

Chaque architecte associé exerce sa profession au nom et pour le compte de la société. Il ne peut exercer selon un autre mode que dans la mesure où il a obtenu l'accord exprès de ses co-associés. (Art. 14 Loi 1977).

Il doit faire connaître à ses clients la qualité en laquelle il intervient.

Les architectes associés doivent s'informer mutuellement des activités professionnelles qu'ils exercent au nom et pour le compte de la société. (Article 41 Code des Devoirs).

*** Responsabilité - Assurance**

La société est seule civilement responsable des actes professionnels accomplis pour son compte.

Elle doit souscrire une assurance garantissant les conséquences de ceux-ci. (Art. 16 Loi 1977).

*** Discipline**

Les dispositions légales et réglementaires concernant la discipline des architectes sont applicables à la société et à chacun des architectes associés.

La société peut faire l'objet de poursuites disciplinaires, indépendamment de celles qui seraient intentées contre les associés. La société est représentée par les gérants. Cependant, les associés non gérants peuvent prendre connaissance du dossier et présenter ou faire présenter leurs observations écrites ou orales. (Art. 64 Décret 77-1481 28/12/77).

La suspension disciplinaire de la société s'applique à tous les associés architectes, sauf si la décision de la juridiction exclut expressément de cette mesure un ou plusieurs d'entre eux.

L'architecte associé suspendu disciplinairement ne peut exercer aucune activité professionnelle d'architecte pendant la durée de la peine, mais conserve, pendant le même temps, la qualité d'associé, avec tous les droits et obligations qui en découlent, à l'exclusion de sa vocation aux bénéfices sociaux. (Art. 46 à 51 Décret 77-1480 28/12/77).

En cas de suspension de la société ou de tous les associés architectes, la gestion de la société est assurée par un ou plusieurs architectes désignés par le président du Conseil régional de l'Ordre des Architectes au tableau duquel la société est inscrite.

*** Communications au Conseil Régional de l'Ordre des Architectes**

La société doit être inscrite au tableau régional de la circonscription dans laquelle se situe son siège social. (Art. 17 Décret 77-1481).

Le ou les gérants sont tenus, sous leur responsabilité, de communiquer au Conseil Régional au tableau duquel la société est inscrite, les statuts de la société et la liste des associés ainsi que toute modification apportée à ces statuts ou à cette liste.

Le Conseil Régional vérifie si la société demeure en conformité avec les dispositions légales et réglementaires et en particulier avec celles de l'article 13 de la loi du 3 Janvier 1977. Selon les cas, il procède à la modification correspondante de l'inscription ou à la radiation de la société si, à l'expiration du délai qu'il impartit, aucune régularisation n'est intervenue. (Ait. 42 Code des Devoirs).

ARTICLE 29 – POUVOIRS

Toutes les formalités requises par la loi à la suite des présents, notamment en vue de l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés, seront faites à la diligence et sous la responsabilité du gérant avec la faculté de se substituer tout mandataire de son choix.

De plus, tous pouvoirs sont conférés au porteur d'un original ou d'une copie des présentes pour toutes les formalités.

Fait à Lyon, le 28 février 2007

en sept originaux: 1 pour l'enregistrement
2 pour le Greffe du Tribunal de Commerce
1 pour le Conseil de l'Ordre des Architectes
1 pour rester déposé au siège social
2 pour les associés

SWITCH ARCHITECTES
SOCIETE A RESPONSABILITE LIMITEE AU CAPITAL DE 7.500 €
SIEGE SOCIAL : 24 RUE GODEFROY – 69006 LYON
444 753 719 RCS LYON

PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE
ORDINAIRE DU 28 FEVRIER 2007

Le 28 février 2007, à 10 heures, les associés se sont réunis au siège social, en assemblée générale ordinaire sur convocation faite par la gérance.

Sont présents :

- | | |
|--|-----------|
| - Monsieur Pierre BUTTION, propriétaire de | 250 parts |
| - Madame Petra FLOTTMANN, propriétaire de | 250 parts |

soit un total de 500 parts

sur les cinq cents (500) parts composant le capital social.

Monsieur Pierre BUTTION préside la séance en qualité de gérant.

Il constate, en conséquence, que l'assemblée peut valablement délibérer et prendre ses décisions à la majorité requise.

Monsieur le Président dépose sur le bureau et met à la disposition de l'assemblée :

- le texte des statuts.
- le texte de la résolution proposée.

Puis Monsieur le Président rappelle que l'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant :

- Démission de Madame Petra FLOTTMANN, de ses fonctions de co-gérante.


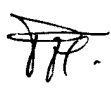
Monsieur le Président ouvre la discussion.

Personne ne demandant la parole, il met aux voix la résolution suivante :

RESOLUTION UNIQUE

L'assemblée générale prend acte de la démission à compter de ce jour de Madame Petra FLOTTMANN de ses fonctions de co-gérante.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée. De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès verbal qui, après lecture, a été signé par la gérance et les associés.

Signatures :

Monsieur Pierre BUTTION

Madame Petra FLOTTMANN



P.B.



P. Flott

Bon pour démission de
mes fonctions de cogérante.

P.F.

P.B.

P.F.

Madame Petra FLOTTMANN
2 Rue Saint-Jean
69005 LYON

SWITCH ARCHITECTES
A l'attention de M. Pierre BUTTION
24 RUE GODEFROY
69006 LYON

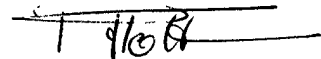
Lyon,
Le 8 février 2007

Monsieur,

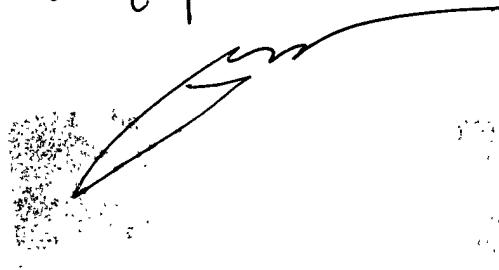
Par la présente, je vous informe de ma démission de mes fonctions de co-gérante de la société SWITCH ARCHITECTES, avec effet au 28 février 2007.

Je vous prie de croire, Monsieur, à l'assurance de mes salutations distinguées.

Petra FLOTTMANN



Remis en main propre
le 08/02/07





4293395

Dénomination : SWITCH ARCHITECTES
Adresse : 24 rue Godefroy 69006 Lyon -FRANCE-
n° de gestion : 2003B00124
n° d'identification : 444 753 719
n° de dépôt : A2013/007427
Date du dépôt : 20/03/2013

Pièce : Acte sous seing privé



4293395

CESSION DE PARTS

ENTRE LES SOUSSIGNES

Madame FLOTTMAN Petra

née le 30 janvier 1970 à Dortmund (Allemagne)
célibataire
demeurant 2 rue Saint Jean (69005) LYON
de nationalité allemande

DE PREMIERE PART

ci-après dénommés « les cédants »

ET

Monsieur BUTTION Pierre Joanny

née le 30 août 1970 à Lyon 4^{ème} (Rhône)
célibataire
demeurant 1 Place du Change 69005 LYON
de nationalité française

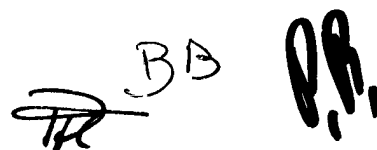
Monsieur BUTTION Bernard Louis Marcel

né le 26 septembre 1937 à Lyon 2^{ème} (Rhône)
marié le 26 avril 1962 à Lyon 2^{ème} avec Nicole Giliet en communauté de biens
demeurant 61, chemin de Vassieux (69300) CALUIRE

DE SECONDE PART

ci-après dénommée « le cessionnaire »

ONT PREALABLEMENT A L'ACTE DE CESSION DE PARTS SOCIALES, OBJET DES PRESENTES,
EXPOSES CE QUI SUIT



EXPOSE

Aux termes de statuts en date du 24 décembre 2002 à Lyon, enregistré à la recette des Impôts de Lyon, il existe une Société à Responsabilité Limitée dénommée SWITCH ARCHITECTES Au capital de 7.500 euros, divisé en 500 parts de 15 euros chacune, dont le siège social est situé 24, rue Godefroy à Lyon, 6^{ème} arrondissement, immatriculée au R.C.S. de Lyon sous le numéro 444 753 719 et qui a pour objet l'exercice de la profession d'Architecte, urbaniste, telle qu'elle est régie par la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée par la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985, sur l'architecture et les décrets d'application.

A/ Monsieur BUTTION Pierre possède 250 parts sociales de 15 euros chacune, numérotées de 1 à 250, pour les avoir souscrites lors de la constitution, le 24 décembre 2002, en rémunération de son apport en numéraire.

B/ Madame FLOTTMANN Petra possède 250 parts sociales de 15 euros chacune, numérotées de 251 à 500, pour les avoir souscrites lors de la constitution, le 24 décembre 2002, en rémunération de son apport en numéraire.

CECI EXPOSE, ILS ONT CONVENU CE QUI SUIT

I – CESSION DE PARTS

Par les présentes, Madame FLOTTMANN Petra, soussignée de première part, cède et transporte, sous les garanties ordinaires de fait et de droit, à Monsieur BUTTION Pierre Joanny, soussigné de seconde part, qui accepte 175 parts sociales de 15 euros chacune numérotées de 251 à 425 représentant 70 pourcent des parts qu'elle détient dans la société.

Par les présentes, Madame FLOTTMANN Petra, soussignée de première part, cède et transporte, sous les garanties ordinaires de fait et de droit, à Monsieur BUTTION Bernard Louis Marcel, soussigné de seconde part, qui accepte 75 parts sociales de 15 euros chacune numérotées de 426 à 500 représentant 30 pourcent des parts qu'elle détient dans la société.

Monsieur BUTTION Pierre Joanny et Monsieur BUTTION Bernard Louis Marcel deviennent les propriétaires des parts sociales cédées à compter de ce jour et sont subrogés dans tous les droits et obligations attachés à ces parts, sans exception ni réserve.

Monsieur BUTTION Bernard Louis Marcel se conformera à compter de ce jour aux stipulations des statuts de la société dont il déclare avoir pris connaissance ainsi qu'aux obligations légales nées de la condition d'associé. Il jouira à compter de ce jour de tous les droits attachés à cette condition.

II – PRIX

La présente cession est consentie et acceptée par les parties. Elle est réalisée moyennant le prix de 20 euros par part soit un montant total de 5000 euros, que la cédante reconnaît avoir reçu des cessionnaires, et dont elle lui donne quittance.

II - PROPRIETE ET JOUISSANCE

Les cessionnaires seront propriétaires des parts sociales cédées et en auront la jouissance à compter de ce jour.

En conséquence, ils auront seul droit à tous les dividendes qui seront mis en distribution après cette date.

III – AGREMENT DES ASSOCIES

Conformément aux dispositions de l'article 10 des statuts, Monsieur BUTTION Bernard Louis Marcel a été dûment agréé en qualité de nouvel associé par décision collective extraordinaire en date de ce jour.

IV – DECLARATIONS DES CEDANTS ET DU CESSIONNAIRE

Madame FLOTTMANN Petra déclare :

- .qu'elle est née le 30 janvier 1970 à Dortmund (Allemagne)
- .qu'elle est de nationalité allemande

Monsieur BUTTION Pierre Joanny déclare :

- .qu'il est née le 30 août 1970 à Lyon 4^{ème} (Rhône)
- .qu'il est de nationalité française

Monsieur BUTTION Bernard Louis Marcel déclare :

- .qu'il est né le 26 septembre 1937 à Lyon, 2^{ème} arrondissement (Rhône)
- .qu'il est marié sous le régime de la communauté de bien avec Madame Nicole Giliet
- .qu'il est de nationalité française

V – MODIFICATION DU CAPITAL SOCIAL

En conséquence des cessions de parts sociales qui précèdent, l'article 7 des statuts est modifié comme suit :

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de 7 500 (sept mille cinq cent) euros.
Il est divisé en 500 parts de 15 € chacune, entièrement souscrites et libérées et attribuées aux associés en proportion de leurs apports respectifs, à savoir :

- Monsieur BUTTION Pierre Joanny à concurrence de QUATRE CENT VINGT CINQ PARTS portant les numéros 1 à 425	425 parts
- Monsieur BUTTION Bernard Louis Marcel à concurrence de SOIXANTE QUINZE PARTS portant les numéros 426 à 500	75 parts

Total des parts formant le capital social	500 parts.

Les soussignés déclarent que toutes les parts sociales représentant le capital social leur appartiennent, sont réparties entre eux dans les proportions indiquées ci-dessus correspondant à leurs apports respectifs et sont toutes entièrement libérées.

VI – ENREGISTREMENT

La cédante déclare que la société est soumise à l'impôt sur les sociétés et que les parts sociales cédées ont été créées en vue de rémunérer les apports effectués à la société. Ils précisent que la société n'est pas à prépondérance immobilière au sens de l'article 150 A bis du Code Générale des Impôts.

VII – FORMALITE DE PUBLICITE – POUVOIRS

La présente cession sera signifiée à la société dans les conditions prévues par l'article 1690 du Code Civil. Toutefois, cette signification pourra être remplacée par le dépôt d'un original du présent acte au siège social contre remise par la gérance d'une attestation de ce dépôt.


Tous pouvoirs sont conférés au porteur d'originaux ou de copies des présentes en vue de l'accomplissement de toutes formalités de dépôts et de publicité.

VIII – FRAIS


Les frais, droits et honoraires des présentes et ceux qui en seront la conséquence seront supportés par les cessionnaires, qui s'y obligent, à l'exception de ceux concernant la modification des statuts qui seront supportés par la société.

Fait à Lyon
Le 28/02/2007

En sept exemplaires originaux (dont un pour chacune des parties, un pour l'enregistrement, deux pour le dépôt au greffe du Tribunal de commerce, un pour un dépôt au siège contre remise par la gérance d'une attestation de ce dépôt) .

Lu et approuvé


Lu et approuvé


Lu et approuvé


Enregistré à : SIE DE LYON SEME

Le 05/04/2007 Bordereau n°2007/328 Case n°15

Ext 2445

Enregistrement : 25 € Pénalités : 3 €

Total liquidé : vingt-huit euros

Montant reçu : vingt-cinq euros

Le Contrôleur des finances publiques
